

LA CRISE DE LA DETTE AU MAGHREB : DONNÉES ÉCONOMIQUES ET IMPLICATIONS SOCIALES

Mohamed BENLAHCEN TLEMÇANI*

Il est inutile de s'étendre longuement sur la gravité du problème que pose la dette, en particulier en ce qui concerne les pays en voie de développement (PVD). La presse a largement fait écho à l'endettement spectaculaire des grands pays latino-américains (Mexique, Brésil, Argentine), ainsi que la situation particulièrement préoccupante – parce qu'il s'agit de pays bien plus pauvres – de l'Afrique Noire. Il est maintenant clair qu'au-delà des évolutions conjoncturelles, qui peuvent tantôt atténuer, tantôt renforcer les difficultés des pays débiteurs, la crise de l'endettement a révélé une situation de déséquilibres importants et durables. Malgré les programmes d'allégement et de restructuration de la dette, les PVD n'en finissent plus de crouler sous le poids de leur dette : 1 341 milliards de dollars en 1990 contre 1 261 en 1989, soit une augmentation de 6 % en un an. Le service de la dette (remboursement et paiements d'intérêts) s'est lui, accru de 3,5 % en 1990, passant de 135,7 en 1989 à 140,5 milliards de dollars (1). Oublions un moment ces aspects bien connus pour retenir que la montée de la dette peut être considérée comme l'un des révélateurs les plus significatifs de la crise que traverse l'économie mondiale, et de façon plus immédiate, comme une conséquence directe de la crise du système monétaire international.

C'est précisément la dimension monétaire et financière internationale qui est généralement évoquée en premier lieu dès lors qu'il est question d'endettement. A juste titre sans doute dans la mesure où le problème de la dette est inséparable de l'évolution des liquidités internationales, des fluctuations des taux de change et de celles des taux d'intérêt. Mais cette dimension est aussi trop souvent privilégiée au prix de l'oubli des facteurs qui du point de vue des économies en développement ont également poussé à une croissance démesurée de l'endettement extérieur. L'endettement du Tiers-Monde est aussi la conséquence de choix de développement mis en œuvre au cours des années soixante et soixante-dix.

Cette dimension est d'autant plus préoccupante que les politiques mises en œuvre ont entraîné de profondes ruptures des modèles de développement suivis parfois depuis plusieurs décennies. Ces ruptures touchent au premier

* Maître de Conférences à l'Université de Perpignan, chercheur au LEREP – Université de Toulouse I, et membre du GRESOC – Université de Toulouse le Mirail.

(1) Cf. BIRD, World Debt Tables, 1990-91.

chef l'évolution du pouvoir d'achat : les émeutes de la faim du Maghreb, du Venezuela, de Haïti ou de la Côte d'Ivoire en constituent les manifestations les plus brutales. Elles touchent en fait de façon généralisée et profonde à la fois les structures sociales et les structures économiques.

La croissance spectaculaire de la dette des PVD au long des années soixante-dix et au début des années quatre-vingts a conduit aussi de nombreux commentateurs à parler de laxisme. Laxisme des pays débiteurs qui se sont inconsidérément engagés dans des dépenses de prestige : aéroports ultra-modernes au Zaïre, en Tanzanie, nouvelles capitales en Côte d'Ivoire et au Nigéria... Laxisme du reste souvent entretenu par les industriels occidentaux en mal de débouchés, ainsi Bouygues pour la construction de Yamasukro en Côte d'Ivoire. Laxisme enfin des institutions monétaires occidentales en mal de placement et donc peu regardantes sur la solvabilité de leurs clients.

Laxisme bien réel donc, mais qui ne doit pas faire oublier que l'endettement extérieur constitue un moyen incontournable pour entretenir ou relancer la croissance économique. La plupart des pays industrialisés y ont eu recours de façon systématique en leur temps, les Etats-Unis notamment jusqu'au début du premier conflit mondial. Il reste que le poids des facteurs internes, dans la mesure où se mêlent facteurs historiques et économiques spécifiques, exige que le problème de la dette soit traité au cas par cas, de telle sorte que les situations particulières puissent être prises en compte comme il se doit. Nous évoquerons ici le cas des pays du Maghreb central (Maroc, Algérie et Tunisie), un exemple qui souligne à quel point la crise de la dette constitue le reflet des blocages des modèles de développement suivis (2).

Dans les pays du Maghreb central (Maroc, Algérie et Tunisie), et comme c'est le cas dans la quasi-totalité des PVD, le problème de la dette est devenu une préoccupation majeure, sinon un mal chronique. Ceci est particulièrement inquiétant lorsque l'on considère les masses financières en jeu (plus de 53 milliards de dollars en 1990), les besoins futurs d'une population croissante ainsi que les conséquences socio-économiques qu'une telle situation peut engendrer.

La hausse des taux d'intérêt internationaux consécutive aux modifications de la politique monétaire américaine à partir de 1979, a été un facteur déterminant dans l'aggravation de la dette extérieure. En effet cette hausse a contraint les pays du Maghreb à accroître leur endettement pour assurer le service de la dette. Il ne faudrait pas en conclure que l'environnement international du début des années 80, très marqué par la politique économique américaine, est seul responsable de l'émergence d'une telle situation. Il a certes joué le rôle de révélateur et catalyseur de cette crise, mais celle-ci a pris ses racines profondes dans un certain nombre de déséquilibres fondamentaux liés aux politiques économiques des pays du Maghreb (3).

(2) Cf. M. BENLAHCEN TLEMÇANI, L'endettement du Maghreb : symptôme et maladie, *Revue Économique et Humanisme*, n° 320, janvier-mars 1992.

(3) Cf. M. BENLAHCEN TLEMÇANI, Endettement et restructurations économiques et financières au Maghreb, *Revue Française d'Économie*, été 1991.

1. Une croissance forte financée par un appel à l'emprunt : l'euphorie des années 1970-1980

Les économies du Maghreb ayant connu depuis l'indépendance une évolution très rapide, la cohérence des régimes d'accumulation qu'elles ont suivis est aujourd'hui mise à mal, et leurs modes de développement se trouvent fortement perturbés.

Les trois économies du Maghreb ont suivi depuis l'indépendance des voies différentes. Les rôles respectifs dévolus au plan et au marché ont été différents, mais, dans l'ensemble les trois pays du Maghreb central se retrouvent confrontés à la veille des années 80, à des problèmes analogues.

Dès son indépendance, l'Algérie a fait le choix d'une stratégie économique privilégiant l'industrialisation au détriment de l'agriculture. L'Algérie s'est toujours développée dans un cadre planifié avec un contrôle rigoureux des investissements, des importations et des prix.

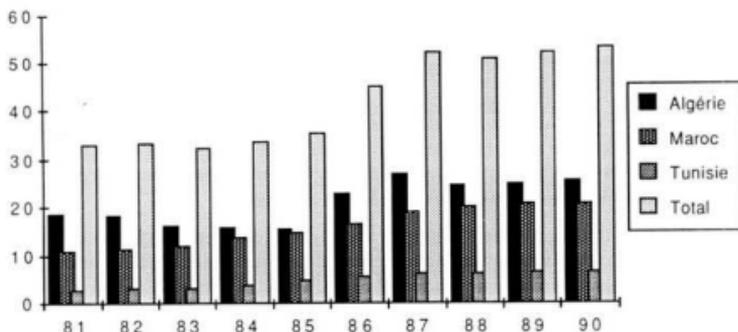
La hausse des prix du pétrole a permis d'obtenir des taux de croissance soutenus (7,5 % en moyenne de 1965-1980), et de financer par un appel aux emprunts extérieurs un ambitieux programme d'investissement focalisé sur le secteur pétrolier et gazier et sur des industries à fort contenu en capital (les hydrocarbures ont représenté jusqu'à 90 % des exportations de marchandises en 1980). En général, jusqu'en 1985, l'Algérie a connu une situation extérieure très favorable avec, en moyenne annuelle sur 1980-1985, un excédent commercial de 3,8 milliards de dollars, utilisé pour rembourser la dette externe. Cette dette, quasi-inexistante en 1970, qui avait atteint 18,7 milliards de dollars en 1980, a pu être ramenée à 15,6 milliards de dollars en 1985. Elle ne représentait plus que 24 % du PIB contre 39 % en 1980.

Comme l'Algérie, la croissance économique du Maroc au cours de la période 1965-1980 (en moyenne de 5,4 % l'an) a été impulsée par le secteur public. L'Etat Marocain a des participations dans environ 682 entreprises dont 200 sont publiques à 100 %. Au total, ces entreprises représentent 17 % du PIB et emploient 17,5 % de la population active. L'Etat consacre 7 % de ses réserves à leurs dépenses de fonctionnement (4).

La croissance économique du Maroc s'est accompagnée d'une politique financière expansionniste d'abord permise par la flambée du prix de la principale ressource d'exportation : les phosphates, puis maintenue ensuite grâce aux facilités d'emprunts extérieurs lorsque les cours des phosphates s'orientaient défavorablement. Ainsi le Maroc, porté par la forte croissance de son PNB et de ses exportations (les exportations ont été multipliées par trois entre 1971 et 1974) a fait massivement appel à l'emprunt pour financer son programme d'investissement. (11,1 % en moyenne entre 1960 et 1980) De moins de 200 millions de dollars avant 1973, les nouveaux engagements sont passés à 1 010 millions en 1976, 2 030 en 1977 et 2 453 en 1978.

(4) Cf. M. BENLAHCEN TLEMÇANI, Les risques de la privatisation du secteur public au Maroc, *Economie et Humanisme*, n° 313, mai-juin 1990.

Dette extérieure des pays du Maghreb
(en milliards de dollars)



Sources : Banque Mondiale, budgets économiques nationaux.

Cette douce euphorie a rapidement débouché sur l'apparition de déséquilibres structurels internes et externes et sur une crise chronique des paiements : en 1982, le déficit budgétaire s'est établi à 13,9 milliards de dirhams, soit 40 % du budget et 15,4 % du PIB, tandis que le déficit de la balance courante atteignait 13 % du PIB et que 70 % des recettes d'exportations étaient absorbées par le service de la dette (5).

La Tunisie a traditionnellement suivi une politique libérale, cependant sa dépendance structurelle à l'égard des importations (de biens de consommation et de produits alimentaires en particulier), l'a conduit à une situation de déséquilibre extérieur permanent.

La croissance économique de la Tunisie sur la période 1965-1980 s'est établie à 6,6 % en moyenne, mais s'est accompagnée d'un déficit commercial structurel, très imparfaitement compensé par les revenus du tourisme et des transferts. Sur la période 1970-1985, le taux de couverture moyen des importations par les exportations a été de l'ordre de 60 % seulement.

Pendant la première moitié de la décennie écoulée, d'importants déséquilibres internes et externes sont apparus en Tunisie. Pour y remédier les autorités ont lancé en 1986 un vaste programme de réformes et d'ajustement économiques (6).

(5) Cf. Banque de France : - Les économies du Maghreb à la recherche de nouvelles voies de développement, *Direction Générale des Etudes*, n° 73, oct. 1989.

Structure des systèmes bancaires et financiers au Maghreb, *Direction Générale des Etudes*, n° 76, Nov. 1990.

(6) Cf. *Bulletins du FMI* du 25 juin 1990 et 19 août 1991.

La Tunisie a été victime à un moindre degré du piège de l'endettement : le montant de sa dette s'est brusquement alourdi dans la deuxième moitié des années 80. Financièrement, le pays dispose d'un atout non négligeable : les divers prêts des partenaires occidentaux, ainsi que les fonds reçus au titre de l'aide ont permis d'éviter le rééchelonnement de la dette extérieure.

2. Le ralentissement de la croissance économique et le gouffre des années 1980-1990

L'absence d'intégration régionale (le commerce intra-régional ne représente que 1,5% des échanges extérieurs de la région) a accéléré le processus d'intégration des pays du Maghreb à l'économie mondiale. Ils en subissent aujourd'hui les effets (7).

Pour la plupart des économies du Tiers-Monde, sur la période 1980-1990 on voit naître et s'amplifier une crise sans précédent : chute des prix des produits énergétiques et des matières premières, crise des liquidités internationales et hausse des taux d'intérêt, concurrence accrue entre pays du Tiers-Monde pour la sauvegarde de leur part des marchés occidentaux dont l'expansion est elle même ralentie par la crise. La conjonction de ces facteurs provoque un accroissement vertigineux de l'endettement des PVD.

Le ralentissement de la croissance économique et de l'expansion du commerce international, en plus de la pression accrue des contraintes externes accélère la récession des Etats Maghrebins. Le recul des taux de croissance est alors généralisé : au total, la croissance moyenne pour les trois pays du Maghreb, au cours des années 1980, se situe autour de 3%/an.

Pour la première fois depuis leur indépendance, la Tunisie et l'Algérie connaissent, après quelques années de récession, une croissance négative en 1986 (-1,6% pour l'Algérie et -1,2% pour la Tunisie).

Malgré la mise en place d'un plan d'austérité, accompagné en 1987 d'un crédit FMI et de deux prêts de la Banque Mondiale pour la restructuration industrielle et agricole, la croissance économique en Tunisie a été de 5,8% en 1987. Mais les résultats de 1988 sont décevants (taux de croissance de 1% seulement). On assiste cependant à un redressement de la croissance économique à partir de 1989 : le PIB réel a progressé de 3,5% en 1989 et de 6,5% en 1990 (8).

La situation est plus grave pour l'Algérie depuis l'effondrement du cours des hydrocarbures au milieu des années quatre-vingt : le taux de croissance presque nul (0,1% par an en moyenne de 1986 à 1990) continue à diminuer (-1,4% en 1987 et -2,7% en 1988) conjugué à une forte expansion démographique (de l'ordre de 3% par an). Sur la période 1986-1988, le PIB a reculé de près de 6% en volume et de 12% par tête.

(7) Cf. M. BENCHERCH, Les difficultés de l'intégration régionale dans le cadre de la dépendance, *Etudes Internationales*, n° 28, Oct. 1988, Tunis.

(8) Cf. *Bulletin de la FMI*, Tunisie : la réforme économique progresse, 19 août 1991.

L'adoption de sévères mesures d'ajustement, sous l'égide du FMI et l'intensité des réformes engagées depuis 1985 ont permis au Maroc d'enregistrer momentanément une légère reprise de sa croissance : 5,8 % en 1986 contre 6 % en 1988, mais contrairement à ce que l'on pouvait espérer, après la pause de 1988, les grands équilibres ont recommencé à se détériorer : le taux de croissance recule (3,4 % en 1990 et 2,2 % en 1989), le déficit budgétaire atteint 5,7 % du PIB en 1989 et le taux de couverture des importations par les exportations se hisse péniblement à 60,7 % après le niveau record de 76 % enregistré en 1988.

La chute des recettes d'exportation est également spectaculaire : la valeur des exportations algériennes d'hydrocarbures chute de 12,5 milliards de dollars en 1985 à moins de 8 milliards l'année suivante pour se redresser légèrement à 9 milliards en 1987 ; or malgré un programme draconien de réduction des importations, elles atteignent toujours 7,5 milliards de dollars en 1989. Le solde de la balance marocaine des paiements est négatif de près de 900 millions de dollars en 1985. Le poids des importations énergétiques (plus de 25 % du total des importations en 1986) contribue à alimenter le déséquilibre extérieur. Pour tenter d'enrayer le dérapage du déficit budgétaire qui risquait d'attirer sur lui les foudres de la Banque Mondiale et du FMI, le gouvernement marocain s'est vu obligé de promulguer une loi de finances rectificative dont l'objectif est de ramener le déficit budgétaire à 2,8 % en 1990 (9).

En Tunisie, la chute des prix pétroliers en 1986, les mauvaises récoltes, la diminution des rentrées au titre du tourisme, les problèmes de commercialisation des phosphates ont combiné leurs effets et entraîné un déficit budgétaire, qui a représenté 5,3 % du PIB en 1990.

Les dépenses de l'Etat ne diminuant pas dans les mêmes proportions et la plupart des importations étant difficilement compressibles, la dette extérieure atteint des sommets dépassant, pour les trois pays 53 milliards de dollars en 1990, soit un peu plus de 3,9 % de la dette totale des pays en développement.

Les divers indicateurs de la dette extérieure ont atteint des niveaux insupportables, le ratio du service de la dette (ratio des amortissements et paiements d'intérêts aux exportations), montre que les difficultés des trois pays du Maghreb sont très préoccupantes.

L'Algérie paye aujourd'hui son recours excessif au crédit avant et pendant la baisse des prix du pétrole. Le service de la dette, qui n'absorbait qu'environ 35 % des recettes d'exportations en 1985, en accaparait 52 % en 1986, 71 % en 1988 et plus de 78 % en 1990. La dette extérieure Algérienne, qui représente plus de 47 % du PNB est financée par les exportations d'hydrocarbures (96 %) et absorbe 40 % des investissements (10).

Le Maroc ce bon élève du FMI enregistre une proportion alarmante de 67,6 %. Le ratio des seuls paiements d'intérêts aux recettes d'exportations révèle mieux la fragilité de ce pays. Le Maroc occupe la plus mauvaise place parmi les pays du Maghreb consacrant près de 32 % de ses recettes d'exportations aux

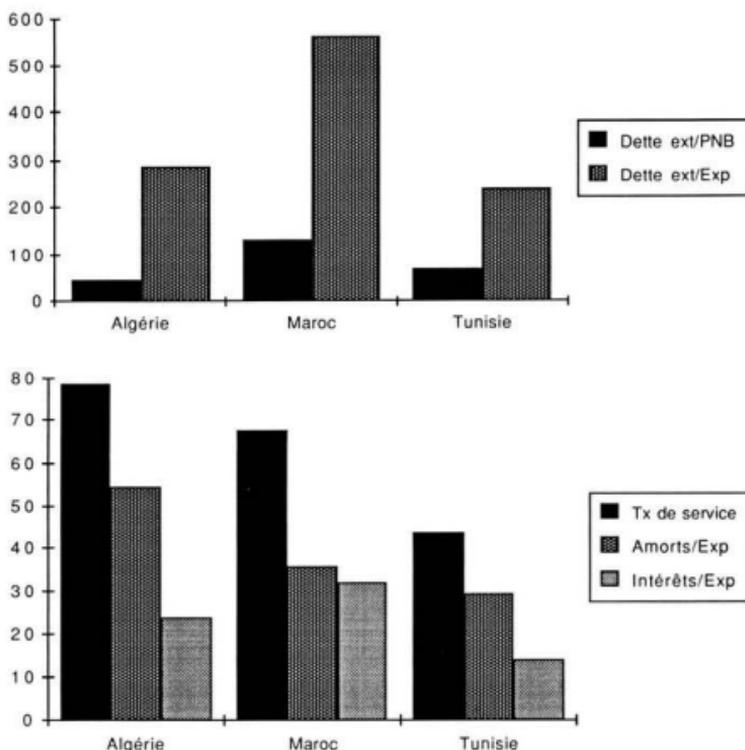
(9) Cf. BESSIS Sophie, Le Maroc face à lui-même, *Jeune Afrique*, mars 1991.

(10) Cf. KORGHLJ Ammar, L'Algérie entre bureaucratie et monétarisme, *Libération*, 2 juillet 1991.

seuls paiements d'intérêts. Le service de la dette représentait près du tiers des recettes en devises en 1990.

Les réformes structurelles engagées ces dernières années par les trois pays du Maghreb, tendent à répondre, avec des intensités variables, à ce nouveau défi : le Maroc dont la situation est particulièrement préoccupante a adopté depuis 1983 des mesures d'ajustement et d'assainissement de son économie.

Ratios économiques et financiers de la dette
(en %)



Sources :

- Banque de France *op. cit.*
- *L'état du monde en 1991*, La Découverte, Paris.
- Documentation Française, dossiers d'actualité mondiale, problèmes politiques et sociaux, *Vers le Grand Maghreb*, n° 626, 16 février 1990.
- Banque Mondiale : « World debt table » *op. cit.*

La Tunisie est en pleine période d'assainissement, l'épuisement total des réserves extérieures en 1986 a nécessité la mise en place, en urgence, d'un plan d'austérité, accompagné en 1987 d'un crédit FMI et de deux prêts de la Banque Mondiale pour la restructuration économique et financière. En 1986, l'effondrement des cours du pétrole, ainsi que la baisse du dollar ont conduit l'Algérie à renoncer à sa politique de limitation de l'endettement pour faire face au déséquilibre de ses paiements courants. Les premières réformes structurelles ont été introduites au début des années 1980, sans toutefois remettre en cause les principales options économiques du pays. De nouvelles réformes d'une plus grande ampleur ont été introduites à partir de 1986 (11).

Avec la crise du Moyen-Orient, qui a éclaté en août 1990, et ses effets négatifs considérables sur les exportations, le tourisme et certains flux de financement extérieur, les économies maghrebines se sont soudain heurtées à des difficultés supplémentaires et imprévues. Bien qu'elles aient été de courte durée, les hostilités qui ont éclaté au Moyen-Orient au début de 1991 ont profondément ébranlé les économies maghrebines : au total, la guerre du Golfe aura coûté 400 millions de dollars à l'industrie et au commerce au Maroc, 1 milliard de dollars à sa balance de paiements courants. En Tunisie les recettes d'exportation, qui avaient péniblement progressé de 14 % en 1989, vont chuter d'autant (- 850 millions de dollars); les importations vont baisser de 450 millions, dont 180 millions déjà imputés à la baisse des revenus. Le tourisme est gravement affecté, baisse du trafic aérien de 35 % au Maroc, de 20 % en Tunisie, et de 42 % en Algérie (12), baisse du taux de remplissage des hôtels (0 à 6 % de remplissage à Marrakech, 25 % à Tunis).

3. Le coût social des réformes : l'accroissement des déséquilibres sociaux

L'application des programmes d'ajustement structurel destinés à libéraliser davantage les économies maghrebines a été durement ressentie par les couches sociales les plus défavorisées. Principales victimes du néolibéralisme et premiers révoltés par l'arrogance des affairistes et des nouveaux riches, les pauvres se sont soulevés à maintes reprises : en 1981, 1984 et plus récemment, en 1990 au Maroc; en 1984 et 1987 en Tunisie; et en octobre 1988 en Algérie. Dans les trois pays du Maghreb, les hausses de salaires n'ont pas pu compenser les pertes de pouvoir d'achat. La dégradation des taux de change a aggravé la crise économique : entre 1983 et 1991, le dirham marocain et le dinar tunisien ont perdu 60 % de leur valeur, tandis que le dinar algérien a perdu 50 % de la sienne au cours de la seule année 1990 (13). Cette dévaluation des monnaies locales a accéléré la hausse des prix des produits importés, mais aussi celle des produits locaux : au Maroc, sur la période 1980-1986, les prix des quatre produits de base à savoir le sucre, la farine, le gaz et le lait ont augmenté de

(11) Cf. M. BENLAHCEN TLEMÇANI, Endettement et restructurations économiques et financières au Maghreb, *Revue Française d'Économie*, été 1991.

(12) Cf. Zakya DAOUD, L'économie du Maghreb en difficulté, *Le Monde Diplomatique*, juin 1991.

(13) Cf. Zakya DAOUD, La frustration des classes moyennes au Maghreb, *Le Monde Diplomatique*, novembre 1991.

133% (14); en Tunisie la libération progressive des prix s'est traduite par une poussée importante au niveau de l'indice général (8,4% en 1988 et 9,6% en 1989), en Algérie les prix ont augmenté de 50% à 200%, voire 400% en début de l'année 1991 (15), le kilo de viande coûte l'équivalent de quatre à cinq heures de travail (16). Ceci laisse apparaître une dégradation du pouvoir d'achat qui a touché en premier lieu les salariés et les couches sociales les plus démunies, elle se généralise aujourd'hui à l'ensemble de la petite bourgeoisie et les couches moyennes (fonctionnaires, professeurs, cadres et certaines professions libérales) qui se sentent lentement gagnées par le découragement et le désespoir (17).

La baisse du pouvoir d'achat a provoqué une réduction de la demande intérieure (à titre d'exemple la consommation a chuté de 5% au Maroc entre 1982 et 1987) ce qui a entraîné un recul de la production, un fléchissement de l'investissement et un accroissement du chômage (145 000 emplois ont ainsi été perdus en 1990 en Algérie, et 51 600 emplois en Tunisie) (18). Le chômage fait des ravages, selon les statistiques officielles on estime que le taux de chômage a atteint 16% de la population active en 1990 pour la Tunisie, 15,5% pour le Maroc et près de 20% pour l'Algérie. Cette estimation du taux de chômage concerne essentiellement les travailleurs recensés par les bureaux de placement. Le taux de chômage est certainement au-delà de celui avancé par les responsables si l'on tient compte de tous ceux jetés sur les marchés de travail traditionnels dans les centres urbains en particulier : les artisans, les manœuvres, les domestiques... Même les études ne garantissent plus l'ascension sociale : Au Maroc, par exemple, plus de 104 000 diplômés cherchent désespérément un emploi (19). Frappés de plein fouet par le chômage, dans des pays où il n'existe pas de système public d'indemnisation du chômage, les exclus du marché de travail ont le choix entre l'économie informelle, la mendicité ou la délinquance.

Progressivement « une économie à trois vitesses » est en train de s'installer, génératrice de nouvelles inégalités :

- une économie extravertie tournée vers l'exportation, appelée à devenir plus compétitive à la suite de la forte baisse du taux de change de la monnaie locale et de diverses autres mesures d'accompagnement conseillées par les institutions monétaires internationales,

- une économie tournée vers le marché intérieur en stagnation, voire même en régression sous l'effet du renchérissement de produits intermédiaires semi-finis d'importation et de la diminution importante du pouvoir d'achat,

- une économie informelle en plein essor (elle représente entre 40% et 60% du PNB officiel) dans laquelle les sociétés maghrébines ont puisé les moyens de leur survie.

(14) Cf. N. El ATRASSI El IDRISSI, Les conséquences sociales de la politique d'ajustement au Maroc, colloque du CREITD, Paris, Février 1988.

B. HAMDOUCI, Adjustment and development : the case of Morocco, in ouvrage collectif, *Adjustment policies and strategies in arab World*, F.M.I., 1987.

(15) Cf. Zakya DAOUUD, *op. cit.*

(16) Cf. Habi Abou Mrad, L'Algérie sous pression, *Alternatives Economiques*, novembre 1991.

(17) Cf. Zakya DAOUUD, *op. cit.*

(18 et 19) Cf. Zakya DAOUUD, *op. cit.*

Les risques d'explosion sociale sont toujours latents, les ingrédients qui étaient à l'origine des « émeutes sociales » sont toujours présents. L'équilibre social apparaît beaucoup plus fragile aujourd'hui car nulle part n'émerge un projet rénovateur et mobilisateur, toute perspective politique et sociale semble bouchée. En Algérie, la population a sanctionné le FLN, devenu synonyme de faillite économique, de bureaucratie et de corruption. Le FIS qui a su profiter de cette situation d'une façon habile et opportuniste est apparu comme un recours au malaise général qui secoue l'Algérie. En Tunisie, les espoirs nés de l'arrivée au pouvoir du Président Ben Ali se sont progressivement estompés ; l'opposition « laïque » et moderniste ne présente pas de projet crédible et reste totalement coupée des couches défavorisées tandis que le mouvement islamiste « Enahda » qui cherche à obtenir le pouvoir en prônant la violence est réprimé avec sévérité. Au Maroc, l'opposition officielle est trop émiettée, elle n'a pas su percevoir les aspirations ni canaliser les revendications des couches sociales les plus défavorisées.

Face à cette évolution et à ces perspectives peu encourageantes, les responsables maghrebins sont censés prendre sans attendre des mesures énergiques pour enrayer les déséquilibres économiques et sociaux. Les derniers événements survenus en Algérie nous montrent d'une façon éclatante que les inégalités économiques et sociales ont été le terreau sur lequel a prospéré le FIS. Pour avoir oublié de trouver à temps une solution rapide aux déséquilibres économiques et sociaux, l'Algérie se trouve aujourd'hui face à un problème sans solution, menacée de sombrer de Charybde islamiste en Scylla autoritaire. Il n'est pas interdit de penser que les difficultés actuelles ne sont que passagères. Toute la question est de savoir de quelle façon sera gérée cette phase inquiétante, compte tenu des pesanteurs internes et de la convergence de multiples mécontentements, et des facteurs externes de déstabilisation aussi bien économiques et financiers que politiques.